

Paysans, salariés du public et du privé : C'EST AUX CAPITALISTES ET À LEURS REPRÉSENTANTS QU'IL FAUT S'EN PRENDRE !

Il n'aura fallu que quelques heures après les annonces d'Attal pour que la quasi-totalité des barrages d'agriculteurs, à l'appel de la FNSEA et de la Coordination rurale, soient levés. Seule la Confédération paysanne a appelé à poursuivre les actions, et là, la police de Darmanin est vite intervenue pour faire lever les barrages. Attal a promis une « pause » sur le plan « Écophyto » de réduction des pesticides, de diminuer le nombre de jachères et de rétablir les subventions sur le gasoil non routier (GNR) pour les tracteurs. Bref, le gouvernement se sert de « l'écologie punitive » comme bouc-émissaire, pour mieux épargner les géants de l'agrobusiness, que ce soient les banques, les industries agro-alimentaires ou les grandes surfaces. Il leur est juste demandé de... mieux respecter la loi ! Une loi qui a bien montré qu'elle est incapable de garantir un revenu à ceux qui travaillent la terre.

Comment expliquer alors que les barrages routiers aient été si rapidement levés ? Tout simplement parce que, dans cette mobilisation, se trouvaient aussi bien les petits agriculteurs, écrasés par les dettes, vivant en dessous du Smic, pressurés par les grands capitalistes... que des dirigeants de véritables empires de l'agrobusiness, tel Arnaud Rousseau, le président de la FNSEA, dirigeant de la multinationale Avril – les huiles Lesieur, Isio4, Puget... Il est même le président du conseil d'administration de Sofiprotéol, une société de... crédit aux agriculteurs ! Pas étonnant que ces messieurs-là ne veuillent surtout pas qu'on s'en prenne aux banques et aux grands capitalistes !

La colère paysanne a ravivé la colère ouvrière

Il n'empêche, l'explosion de colère des paysans a suscité une profonde sympathie chez les travailleurs et travailleuses. Le slogan « vivre et pas survivre » résonne avec la stagnation des salaires et la hausse des prix de la vie courante dans les villes. On pouvait voir de nombreux clins d'œil aux blocages paysans dans les manifestations bien fournies de l'Éducation nationale du 1^{er} février. Pour sûr que les mensonges,

l'arrogance et le mépris de la nouvelle ministre, Amélie Oudéa-Castéra, ont dû jouer. Côté vie privée : elle contourne le système pour placer ses enfants à Stanislas, école privée de luxe, catholique intégriste. Côté vie publique : elle annonce de nouvelles mesures renforçant le tri social et l'encasernement de la jeunesse, avec les « groupes de niveau » dès le collège, et la généralisation du service national universel au lycée. Le tout sur fond d'établissements délabrés, de salaires qui stagnent et de crise de recrutement – ceci expliquant cela. Là encore, il faudrait déjà augmenter les salaires pour qu'on puisse recruter ! La grève a été particulièrement bien suivie jeudi dernier, et les suites sont en cours de discussion et de préparation dans les établissements. C'est bien la mobilisation de tout le secteur, de la maternelle au lycée, qui est posée.

Des mobilisations auront également lieu dans les jours et les semaines qui viennent à la SNCF, à la RATP, dans les centres de tri de la Poste. Là aussi, l'exigence, c'est l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail, pour pouvoir vivre dignement de son travail dans de bonnes conditions !

Pour un mouvement d'ensemble !

Cette ébullition vient de toutes celles et ceux qui n'en peuvent plus des fins de mois qui commencent le 5, qui n'en peuvent plus de se tuer à travailler pour ne pas gagner sa vie. Oui, plus que jamais, dans le public comme dans le privé, à la ville comme à la campagne, c'est l'augmentation générale des salaires et des revenus de ceux qui travaillent qui est à l'ordre du jour : 400 euros d'augmentation pour tous ! Pas un seul salaire en dessous de 2000 euros ! Et, pour imposer une telle mesure, c'est bien un mouvement d'ensemble des salariés, de la jeunesse et des paysans exploités qu'il faudra.

Ce bulletin t'a plu ? Oublie le où tu veux qu'il soit lu...

Tu peux nous aider en l'informant.

Prends contact avec nos militants :

etincelle.hopitaux@gmail.com



Ça suffit le sous-effectif !

Aux Urgences de l'hôpital Bichat (18^{ème}), en 6 mois à peine la situation est devenue alarmante. Souvent à cause d'un poste sur deux non occupé, la charge de travail est doublée. Aux portes, à cause du manque de lits dans les étages et d'une organisation en flux tendu qui dévore notre énergie, les patients doivent attendre toujours plus longtemps. Ce sous-effectif doit sûrement rentrer dans les calculs de la direction : car plutôt que d'embaucher, elle préfère donner des formations expéditives au peu de suppléantes présentes sur le site pour remplacer sur les postes de prise en charge. Le gouvernement s'en prend aux conditions de vie des soignants et des patients, mais on peut imposer nos propres conditions par la grève en montrant nos capacités d'organisation !

Contre le projet Grand Paris-Nord

Le comité de défense des hôpitaux Bichat et Beaujon a tenu un rassemblement le lundi 29 janvier pour protester devant les bureaux de la nouvelle ministre du travail et de la santé. On n'arrêtera pas de manifester contre les suppressions de lits (350 prévues), la réduction des prises en charge (1/3 de patientes en maternité en moins), la pressurisation insoutenable des urgences et les menaces de licenciements !

60 heures

À l'hôpital nord Franche-Comté, ils étaient 44 patients sur 74 à attendre aux urgences, certains jusqu'à 60 heures. Cette situation insoutenable a obligé la direction à mobiliser du personnel en plus et quelque 15 lits, mais seulement de manière temporaire ! En sachant que les flux sont d'autant plus dur à contenir en fin de semaine ou pendant les vacances, on voit bien toute la violence récurrente d'une société capitaliste qui bousille l'hôpital public.

Plus de médocs

Le bilan Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) fait état d'une hausse de la pénurie de médicaments avec près de 5000 signalements en 2023 ce qui représente une hausse de 128% de signalements, 30% de plus qu'en 2022. Les labos répondent à la logique du profit, ce sont les actionnaires et les fonds d'investissement comme Blackrock ou Vanguard qui décident de la stratégie de certaines firmes pharmaceutiques. Quid de la difficulté de fabrication et d'approvisionnement ou des étapes de fabrication super morcelées ? L'incapacité de fournir un soin adapté ils s'en foutent : ne compte pour eux que la rentabilité. De ce monde-là, on en veut pas !

Cisjordanie : des armes automatiques à l'hôpital

La semaine dernière les forces israéliennes ont envoyé un commando déguisé en personnel médical et en civil dans l'hôpital Avicenne de Jénine pour exécuter dans leur lit trois hommes présentés comme des « terroristes ». Ce commando a déambulé dans les couloirs, mitrailleuse au poing à la recherche de ses cibles, estimant que des malades ou des soignants innocents touchés seraient un prix acceptable. Encore un exploit de l'armée sioniste qui s'en prend systématiquement aux hôpitaux – en Cisjordanie comme à Gaza – et pratique les assassinats ciblés avec le soutien tacite de ses alliés occidentaux.



SOIGNANTESPRGAZA

Double peine à la crèche

À l'hôpital quand on change de planning à la dernière minute sur demande du cadre, la direction nous fait payer deux fois la place à la crèche. Une fois pour la place que l'on avait retenue, une deuxième fois pour le nouvel horaire... une histoire de fous ! Pas question de payer deux fois d'autant que c'est la direction qui est responsable des plannings et des changements.

Sans commentaire

D'après l'association de consommateur "UFC que choisir" les compléments santé augmentent d'en moyenne 10%, lors du basculement vers une nouvelle tranche d'âge des bénéficiaires, quasiment 30% d'augmentation pour certaines mutuelles. Faire le plein de la voiture ou remplir le frigo, on oublie. Révoltant !

Loi Darmanin-Le Pen

Défendons l'AME face aux politiciens démagos

Ces dernières semaines, au parlement et au sénat, on a pu voir tous les démagogues racistes, s'acharner à dénigrer l'Aide Médicale d'État (AME). Ce dispositif permet, entre autres, d'apporter les soins d'urgences nécessaires aux étrangers « papiers » présents en France. D'après Ciotti, Le Pen et leurs copains, l'AME favoriserait le « sanitaire » en incitant les étrangers à venir se faire soigner en France. Toujours d'après eux, il serait anormal de soigner des gens sans leur demander de participation financière. Ces gens devraient réviser le serment au conseil de l'Ordre des médecins : « donnerai mes soins à l'indigent et à quiconque me le demandera. Je ne me laisserai pas influencer par la soif du gain ou la recherche de la gloire »...

La santé est un droit pour tous, ne laissons pas les politiciens démagos le remettre en cause

En plus du côté dégueulasse qu'il y a à refuser de soigner quelqu'un parce qu'il est « sans-papier », les détracteurs de l'AME (Aide Médicale d'État) n'ont pas réfléchi aux conséquences sanitaires : la restriction de l'accès aux soins des plus précaires conduirait à la propagation et l'aggravation de maladies évolutives et contagieuses. Cela se traduirait par un afflux de patients arrivant plus tard, avec des troubles plus sévères et coûtant encore plus cher ! On imagine comment cela aurait pu aggraver la crise du COVID, si on avait pas appliqué l'AME à l'époque... La Fédération hospitalière de France ne s'y trompe pas en affirmant récemment que « suppression de l'AME serait une faute sanitaire, éthique et budgétaire lourde de conséquence ». Avant de nous quitter, Elisabeth Borne avait annoncé une réforme de l'AME pour « début 2024 ». A nous d'être vigilants pour défendre la santé pour tous !

Des primes anti-congés pour les JO

Dans une récente note, la direction nous annonce que nous ne pourrions peut-être pas poser plus de deux semaines consécutives de congés durant la période allant du 1er juillet au 31 août 2024. Cette large période recoupe en partie celle des JO de Paris qui auront lieu du 26 juillet au 11 août... La direction craint-elle de manquer de personnel durant cette période ? En retour, elle propose de verser une « prime de compensation » à ceux prêts à renoncer à une semaine de congés ! Bricolages et primes dérisoires ! Avec plus d'embauches on n'en serait pas là...

Ce bulletin est le tien. Laisse-le où tu veux qu'il soit vu et lu.

